

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

nement décide de dire les choses telles qu'elles sont, et non pas telles qu'il les imagine!

Partout à travers le monde, les gens d'affaires, les financiers se rendent bien compte que le déficit canadien et la dette canadienne sont absolument hors de contrôle avec ce ministre. De fait, à ce niveau, nous sommes, après l'Italie, le pire de tous les grands pays industrialisés, pire que l'Allemagne, la France, le Japon, les États-Unis et la Grande-Bretagne. Le milieu des affaires voit très bien que ce gouvernement, à part jongler avec les mots et les chiffres, ne règle rien au problème du déficit qui augmente toujours d'année en année.

Une fois que le doute est installé dans l'esprit des investisseurs, ils vont investir ailleurs dans d'autres monnaies que la nôtre; donc, le dollar va baisser et pour le soutenir, il va falloir augmenter les taux d'intérêt déjà beaucoup trop élevés, et l'achat à la consommation va diminuer et nous allons nous retrouver au coeur d'une récession.

Le gouvernement conservateur s'est créé un monstre de déficit qu'il invoque aujourd'hui pour détruire l'héritage économique et social que le Canada a mis 100 ans à se construire.

*[Traduction]*

Le ministre a promis à maintes reprises à la Chambre et dans tout le pays depuis cinq ans de réduire le déficit de montants appréciables d'une année à l'autre. Il ne l'a pas fait. Le déficit a augmenté, non diminué. Il a dit qu'il ferait baisser le taux de croissance de la dette publique pour améliorer l'économie. Il ne l'a pas fait non plus. La dette compte maintenant pour 55 p. 100 du produit intérieur brut, contre 45 p. 100 il y a quatre ans. Le ministre a promis également de réduire le déficit en diminuant les dépenses et non en augmentant substantiellement les impôts. Il ne l'a pas fait non plus. Trois quarts des augmentations dans le budget sont des hausses d'impôt et un quart sont des dépenses. Les trois quarts sont pour le contribuable et un quart seulement pour l'État.

**Une voix:** C'est honteux!

**M. Turner:** Depuis quatre ans et demi, nous n'avons eu qu'une succession de taxes du gouvernement actuel—des taxes régressives, frappant le plus durement les personnes à revenus faibles et moyens. Nous avons eu la désindexation de la taxe de vente fédérale, la taxe la plus dissimulée et la plus sournoise de toutes, quatre hausses de cette taxe qui est passée de 9 p. 100 à 10, puis 11 et maintenant 13,5 p. 100. Le ministre actuel avait pourtant dit qu'elle était une faucheuse discrète d'emplois. Nous

avons de nouvelles taxes sur les matériaux de construction, les appels téléphoniques, la télévision par câble, l'essence, les cigarettes, les boissons alcoolisées, le transport aérien. La surtaxe sur le revenu passe maintenant à 5 p. 100 pour les contribuables dont le revenu est inférieur à 70 000\$. Quand on fait la somme de toutes ces hausses de taxe et d'impôt appliquées par le gouvernement actuel, on obtient les hausses les plus fortes jamais imposées depuis le début de la Confédération, y compris celles qui l'ont été durant les deux guerres mondiales. On obtient une vision très nette du programme de l'aile droite conservatrice à l'oeuvre.

**Des voix:** C'est honteux!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Monsieur le Président, en se servant des cinq derniers budgets du ministre pour calculer la hausse totale de l'impôt des particuliers sous toutes ses formes, que ce soit l'impôt sur le revenu, la taxe d'accise, la taxe de vente, la désindexation, la surtaxe et ainsi de suite, on se rend compte qu'un couple moyen avec deux enfants et dont le revenu annuel est de 23 600\$—c'est-à-dire le seuil de la pauvreté et j'ai choisi ce chiffre délibérément—je disais donc que ce couple a vu ses impôts augmenter de 60 p. 100 depuis l'accession au pouvoir du gouvernement conservateur en 1984.

**Des voix:** Quelle honte!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** C'est le seuil de la pauvreté. Selon le ministère des Finances et le ministère du Revenu national, le revenu moyen au Canada s'élève à 45 000\$. La hausse cumulative de l'impôt depuis 1984 est de 30 p. 100. Pour le Canadien qui gagne 100 000\$, la hausse de l'impôt n'a été que de 8 p. 100. Les Canadiens n'ont pas d'objection à partager le fardeau, mais ils veulent le partager équitablement, et le gouvernement n'a pas été juste dans son partage.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Monsieur le Président, cela ne comprend pas la nouvelle taxe de 9 p. 100 sur les produits et services que le ministre a l'intention d'imposer en 1991. Ce sera la razzia fiscale la plus importante et la plus rétrograde de l'histoire. Cette taxe touchera presque tous les produits et services, presque toutes les opérations commerciales: les livres, les chaussures, l'assurance-automobile, les services de garde d'enfants, les voyages en train, les billets d'autobus, les réparations d'appareils électriques, les travaux de plomberie, l'assurance contre les incendies, l'assurance-vie, les coupes de cheveux, la tenue de livres, les frais juridiques, les maisons neuves, la location d'un appartement, les frais bancaires, tout.

**M. Peterson:** Les leçons de musique.